



Doris Buu-Sao, *Le capitalisme au village*

Armél Lekeufack



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lectures/66942>

DOI : 10.4000/13cw0

ISSN : 2116-5289

Éditeur

ENS Éditions

Ce document vous est fourni par Université catholique de Louvain



Référence électronique

Armél Lekeufack, « Doris Buu-Sao, *Le capitalisme au village* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 21 février 2025, consulté le 07 juin 2026. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/66942> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/13cw0>

Ce document a été généré automatiquement le 27 février 2026.

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Doris Buu-Sao, *Le capitalisme au village*

Armel Lekeufack

- 1 L'industrie extractive fait face depuis quelques décennies à des mobilisations cristallisées dans l'opposition entre systèmes capitalistes et modes de vie vertueux des communautés. L'ouvrage de Doris Buu-Sao offre une tout autre lecture de la situation. Il analyse l'impact du capitalisme extractif sur les communautés indigènes dans le bassin de la Pastaza (en Amazonie péruvienne), où se superposent territoire indigène et concession pétrolière. Via une ethnographie approfondie, l'auteure montre comment les activités pétrolières influencent la structure sociale, les identités et les formes de gouvernance locale. Elle part du quotidien des acteurs pour pointer la complexité des liens qui se tissent entre l'industrie extractive et les communautés, mettant en avant des relations qui vont au-delà du conflit pour se situer dans les champs de l'influence et de la coopération. Elle introduit ainsi la notion de « capitalisme par appropriation » (p. 17) pour saisir l'atterrissage de l'industrie extractive et montrer comment il entraîne une « accumulation par dépossession conceptualisée » (p. 17). Cette dernière notion, empruntée à David Harvey¹, lui permet de souligner que l'appropriation de la nature et des moyens de production par des entreprises privées repose sur la façon dont les populations locales assimilent le capitalisme.
- 2 L'ouvrage est structuré autour de 11 chapitres. Les trois premiers reviennent sur l'histoire de l'extractivisme en Amazonie. On peut y lire une volonté de maîtrise des frontières qui s'est heurtée à la difficulté d'accès et à l'éloignement de ce territoire longtemps jugé hostile. Le glissement progressif vers une perception plus positive a servi de base pour penser sa gouvernance notamment à travers la création d'activités extractives et le processus de « villagisation » (p. 49) visant à sédentariser et à domestiquer les populations autochtones en les socialisant à l'économie du marché. Cette économie se manifeste à l'ère du pétrole par la création d'entreprises communales, une forme hybride d'organisation économique entre coopérative et entreprise. Présentées dans un premier temps comme des outils de prévention des conflits, elles ont davantage servi à la diffusion d'une rationalité néolibérale promotrice

de projets d'ascension sociale et d'un esprit d'accumulation individuelle. La posture des dirigeants de ces entreprises rappelle celle des « *big men* » décrits par l'anthropologue Pierre-Joseph Laurent comme des figures « fondée[s] sur l'accumulation et la redistribution, mais aussi sur un principe institutionnel valorisant le ralliement et l'absorption de toutes velléités contestataires »². L'entreprise permet d'entrer dans le monde du travail et induit de nouvelles formes de socialisation à la nature. Avec ces entreprises, la frontière entre espace de vie et espace de travail devient floue, marquant l'appropriation et la redéfinition du travail dans le capitalisme.

- 3 Les deux chapitres suivants s'intéressent aux mobilisations contre l'industrie extractive. Le chapitre 4 se concentre sur la naissance des leaders indigènes, et le chapitre 5 sur la mobilisation quechua. À partir d'études de cas comme celui d'Andrés Cahauza, l'auteure montre comment certains habitants deviennent des leaders locaux qui incarnent les luttes environnementales et politiques. Ils deviennent des figures qui se construisent dans une logique de résistance face à l'exploitation, s'associant à des ONG pour mobiliser un discours contestataire. Le chemin de la contestation impulsé par le leader repose alors sur ses alliances, qui forgent sa personnalité à travers un apprentissage auprès d'ONG et d'autres acteurs que l'auteure qualifie d'asseurs. Cet apprentissage permet aux peuples indigènes menés par un leader de mobiliser les discours de biologistes, de religieux, ou encore d'anthropologues pour transmettre leur message. Ils sont ainsi amenés à parler un langage qui n'est pas toujours le leur, mettant en avant la « légitimité protestataire des populations indigènes marginalisées » (p. 141). Sur un territoire, les leaders contestataires se socialisent dans des milieux qui s'opposent à l'industrie extractive et aux entreprises qui y participent, ceci en tirant profit du label indigène pourtant d'origine coloniale pour consolider leur légitimité.
- 4 Les chapitres 6 et 7 analysent les mécanismes de médiation des conflits en montrant l'évolution des mobilisations indigènes vers des pratiques de pacification institutionnalisées. Au fur et à mesure de cette institutionnalisation, la pacification se professionnalise. Revenant sur le rôle des pacificateurs, aussi appelés « conflictologues » (p. 174), l'auteure décrit notamment le jeu de la médiation comme l'action de construire une scène qui va œuvrer à l'édification d'une façade consensuelle et apaisante. La volonté des contestataires de sortir de ce cadre imposé conduit alors à une politisation de la scène participative (voir p. 187). Ceci étant, on observe en coulisse des rapports qui parfois détonnent avec ce qui se joue en public, rappelant que certaines parties en apparence opposées dans le débat peuvent entretenir des liens informels sur lesquels repose une confiance teintée de secret (p. 196-197).
- 5 Le chapitre 8 poursuit en montrant les limites de l'intégration des outils scientifiques aux mobilisations. Les contestataires mettent en place une « politique des causes » (p. 202) pour élaborer une chaîne de causalité qui va du pétrole à l'État. Ce lien permet de pointer du doigt l'action publique par la construction d'une expertise militante « articulant la production autonome de données scientifiques avec l'interprétation des données gouvernementales pour construire un discours légitime sur la chaîne de causalité de la pollution pétrolière » (p. 207-208). Cependant, la mobilisation de données scientifiques se heurte à certaines limites. En effet, pour tenir un discours scientifique, une mise à distance des éléments les plus critiques et l'instauration d'un jeu de nuances discursives sont nécessaires. Ainsi, on passe progressivement d'arguments comme la « pollution tue » à des formulations comme « les particules polluantes peuvent causer des maladies et peut-être des décès » (p. 209).

- 6 Dans le chapitre 9, l'auteure souligne la nécessité de dépasser l'image souvent uniforme des communautés pour saisir la complexité des logiques d'engagement et des transformations qui en résultent. Elle explore les alliances internes et les clivages sociaux au sein des communautés, montrant comment les appartenances religieuses (notamment l'évangélisme) influencent les dynamiques d'engagement et les solidarités dans les luttes. Les affinités que l'auteure explore au chapitre 10 sont ainsi à l'origine d'une micropolitique des bases³. Sur un même territoire se côtoient des opposants et des défenseurs du pétrole. Cette situation est révélatrice d'un désaccord interne et de tensions entre les communautés du bassin de la Pastaza, ainsi qu'entre les leaders et leurs bases, révélant l'existence dans les luttes indigènes d'une hétérogénéité sur fond de rivalités y compris ethniques. Finalement apparaît la catégorie des « bénéficiaires de la pollution » (p. 257), qui reçoivent des compensations financières ou d'autres ressources mobilisables par la communauté sous forme d'emplois.
- 7 Le chapitre 11 examine les questions relatives au foncier et à la citoyenneté. Les revendications foncières constituent en effet un levier pour accéder à des compensations, qui elles-mêmes sont susceptibles de devenir des droits. Par ce processus, les communautés vont s'intégrer dans l'économie de marché, ce qui a pour effet de transformer leurs structures sociales et leurs aspirations. On observe ainsi le renforcement d'un processus de marchandisation qui institue l'idée de doter la terre et le vivant d'une valeur économique dont les communautés sont les propriétaires légitimes. Couplée aux compensations financières et à l'insertion des villages dans l'économie de marché, cette propriété contribue au « cycle productif de l'extraction pétrolière » (p. 273). Il en découle un phénomène d'allégeance à la nation, qui s'opère notamment par le détournement d'emblèmes nationaux qui sont intégrés aux objets locaux. Ce faisant, on assiste à l'avènement d'une « nation village » (p. 280) où cohabitent citoyenneté péruvienne et citoyenneté indigène.
- 8 Doris Buu-Sao conclut en rappelant que le capitalisme extractif est un processus profondément politique, qui transforme non seulement l'environnement physique, mais aussi les structures sociales et les relations de pouvoir. Elle laisse la question de l'avenir des territoires post-extractifs en suspens, soulignant les cicatrices durables que le capitalisme inflige aux communautés indigènes et à leur environnement.
- 9 Dans son ensemble, le livre offre une contribution importante au champ de l'anthropologie politique, mais aussi à la sociologie de l'action publique, et plus largement aux sciences politiques. Par ses analyses illustrées d'exemples pertinents, Doris Buu-Sao parvient brillamment à rendre compte d'une situation complexe. Son approche ethnographique constitue l'une de ses forces majeures. En effet, en évitant de s'associer aux logiques de l'un ou de l'autre camp, elle parvient à restituer de manière plus ou moins objective les processus en cours. Elle invite ainsi le lectorat à sortir d'une vision romantique des rapports entre l'extraction et les communautés indigènes, pour appréhender ces rapports dans le sens de leur réinvention au sein d'une économie globale.

NOTES

1. Cf. David Harvey, *The New Imperialism*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
 2. Pierre-Joseph Laurent, « Le “big man” local ou la “gestion coup d’État” de l’espace public », *Politique africaine*, n° 80, 2000, p. 169.
 3. Les bases représentent les habitants des villages de la Pastaza qu’il faut mobiliser pour soutenir la cause.
-

AUTEUR

ARMEL LEKEUFACK

Doctorant au laboratoire d’anthropologie prospective de l’UCLouvain.